

Soixante-quatorzième session

9-13 octobre 2023

Mise à jour sur les opérations du HCR en Afrique australe**A. Analyse de la situation, y compris les nouveaux développements**

À juillet 2023, la région d'Afrique australe abritait 8,3 millions de personnes déplacées de force et de personnes retournées, dont 6,8 millions de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays par les conflits et près d'un million de réfugiés et demandeurs d'asile. En outre, la région abritait environ 1 million de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays par les effets du changement climatique. Les principaux facteurs de déplacements forcés en Afrique australe sont les crises complexes en République démocratique du Congo et au Mozambique. L'Angola, le Congo (République du), le Malawi, l'Afrique du Sud, la Zambie et le Zimbabwe abritent des réfugiés depuis des périodes prolongées.

En Afrique australe, le contexte opérationnel est marqué par des inégalités socio-économiques, des conflits, l'insécurité alimentaire et des catastrophes naturelles, aggravées par les effets d'autres crises mondiales et des pénuries de financement. En 2023, les cas de violence liée au genre et l'imposition des restrictions à l'asile étaient de plus en plus des sujets de préoccupation dans la région, surtout à cause de la montée des violences en République démocratique du Congo et du transfert forcé des réfugiés et demandeurs d'asile vers le camp de Dzaleka au Malawi. Des épidémies de rougeole, de choléra et de paludisme ont exercé un surcroît de pression sur les services de santé déjà limités, tandis que les tempêtes tropicales et les cyclones ont provoqué des ravages au sein des communautés dans plusieurs pays. De plus, l'insécurité alimentaire a atteint des niveaux alarmants. L'Angola, le Congo (République du), la République démocratique du Congo, le Malawi, le Mozambique, la Zambie et le Zimbabwe ont connu ou devraient connaître une diminution de la ration alimentaire ou une rupture de l'approvisionnement en aliments. Par conséquent, les besoins humanitaires ont accru cette année à travers l'Afrique australe, ainsi que les mouvements mixtes de migrants et de demandeurs d'asile. L'instabilité éventuelle, à la suite d'élections prévues, ainsi que les événements climatiques extrêmes liés au phénomène El Niño, pourraient présenter dans les mois à venir d'autres défis à la région.

Situation d'urgence en République démocratique du Congo

La République démocratique du Congo demeure l'une des situations humanitaires les plus graves et les plus insuffisamment financées dans le monde. Les violences cycliques ont déplacé environ 6 millions de personnes dans le pays et contraint plus d'un million à traverser les frontières internationales en quête de refuge. En outre, la République démocratique du Congo abrite plus d'un demi-million de réfugiés (principalement du Burundi, de la République centrafricaine et du Rwanda), nombre le plus important en Afrique australe. Depuis le début de l'année 2023, le pays a connu une intensification du conflit, une insécurité alimentaire aiguë et un pic d'incidents liés à la protection ayant provoqué d'autres déplacements. L'augmentation exponentielle des cas de violation de l'intégrité physique et de violence liée au genre dans les provinces orientales a atteint des niveaux sans précédent en juillet, ce qui a amené 24 entités des Nations Unies à demander la prise de mesures immédiates pour protéger les femmes et les filles. Face à la crise, le HCR et la communauté des acteurs humanitaires ont intensifié leurs réponses dans divers secteurs. Le HCR dirige les groupes sectoriels de la protection, des abris ainsi que de la coordination et de la gestion des camps en République démocratique du Congo. Il dirige aussi le Plan de réponse régionale interinstitutions pour les réfugiés de la République démocratique du Congo, qui couvre la

réponse en Angola, au Burundi, au Congo (République du), au Rwanda, en Ouganda, en République-Unie de Tanzanie et en Zambie.

Situation d'urgence au Mozambique

Au Mozambique, deuxième situation d'urgence la plus importante en Afrique austral, le conflit dans la province de Cabo Delgado a déplacé environ 834 000 personnes et affecté gravement 27 395 réfugiés et demandeurs d'asile vivant dans le pays. L'instabilité en cours est exacerbée par les effets de plus en plus importants du changement climatique et des catastrophes naturelles cycliques. En 2023, le cyclone tropical Freddy a provoqué un double glissement de terrain dans le pays en février et en mars 2023. Actuellement, des personnes sont déplacées à l'intérieur du pays par des catastrophes. Dans ce contexte, le HCR fournit de l'assistance vitale et de la protection aux populations affectées. Il travaille aussi avec le Gouvernement pour inclure les populations déplacées dans les services nationaux et intégrer les besoins de protection dans les programmes de développement.

B. Progrès et défis dans la mise en œuvre du plan de 2023 pour l'Afrique australe

Opérationnalisation du Pacte mondial sur les réfugiés

En préparation du Forum mondial sur les réfugiés de décembre 2023, le HCR a réuni en juin les parties prenantes aux niveaux national et régional, afin d'évaluer les engagements pris en 2019 et d'explorer de nouveaux engagements et les domaines prioritaires. À la mi-2023, seulement 14 % des engagements liés au Pacte mondial sur les réfugiés avaient été achevés, 73 % étaient en cours d'exécution et 13 % étaient en phase de planification, à cause des retards et de l'absence de capacités dans la région. Malgré ces défis, beaucoup a été fait, grâce aux études régionales sur l'accès au marché du travail, à l'enregistrement des naissances et à la protection sociale, ainsi qu'aux efforts déployés pour la détermination du statut de réfugié. Par ailleurs, le HCR a travaillé avec des partenaires pour promouvoir l'inclusion des personnes déplacées dans les programmes de développement, ainsi que leur accès aux filets de sécurité sociale et aux possibilités de moyens d'existence.

Si possible, le HCR a accordé la priorité aux solutions durables. En 2022, il a aidé 21 089 personnes à retourner dans leur pays d'origine. Entre janvier et juillet 2023, il a contribué au rapatriement volontaire de près de 700 réfugiés, principalement en République démocratique du Congo. De même en 2022, il a présenté les cas de près de 7 000 réfugiés pour la réinstallation, et aidé environ 3 000 personnes à partir vers des pays tiers. Au cours des sept premiers mois de 2023, les cas de près de 4 620 personnes ont été présentés pour la réinstallation et plus de 1 000 personnes ont bénéficié de l'aide au départ.

Accès à la protection et renforcement des capacité d'asile

Même si 13 des 16 pays de la région ont mis en place des lois et mécanismes d'asile permettant de procéder à la détermination du statut de réfugié, près de 200 000 demandes d'asile sont actuellement en attente de décision en Afrique austral. Pour combler les lacunes, le HCR a mis l'accent sur le renforcement des systèmes d'asile, en collaboration avec les gouvernements, les acteurs du développement et d'autres acteurs. En coopération avec la Communauté de développement de l'Afrique austral, le HCR a formé 105 agents publics sur les questions d'asile en 2022 et organisé un atelier régional sur l'asile et l'inclusion des réfugiés en 2023. La collaboration étroite avec les parties prenantes et l'appui au développement des capacités ont permis aux gouvernements de progresser dans la mise en œuvre de la feuille de route régionale sur deux ans, adoptée en 2022, en vue d'améliorer les systèmes nationaux d'asile. Sur les 22 activités prévues, 19 sont en cours, 2 ont été achevées et 1 attend d'être mise en œuvre. Entre janvier et juillet 2023, le HCR a aussi contribué à l'enregistrement d'environ 28 800 personnes déplacées de force et à la délivrance à celles-ci de pièces.

Les violences liées au genre étant restées la principale préoccupation dans la région, les mesures d'atténuation des risques ont été renforcées dans toutes les activités de réponse. Les sessions de formation en Angola, en République démocratique du Congo, au Mozambique et

au Zimbabwe ont permis d'atteindre plus de 10 100 personnes pour leur fournir des informations sur la prévention des violences liées au genre et soutenir les activités en faveur des survivants et des personnes exposées aux risques. En outre, en République démocratique du Congo, le HCR a noué un partenariat avec une organisation dirigée par des femmes qui fournit des soins psychosociaux et socioéconomiques, ainsi que de l'assistance juridique, aux déplacés internes ayant survécus aux violences liées au genre ou exposés à ce fléau.

Protection de l'enfant

Le HCR a œuvré avec des partenaires pour intégrer la protection de l'enfant, soutenir les gouvernements dans le renforcement des systèmes inclusifs de protection de l'enfant et appuyer les réseaux s'occupant des enfants dans les mouvements mixtes. À travers la région, des améliorations ont été observées dans les procédures de détermination de l'intérêt supérieur de l'enfant ainsi que dans le cadre de prise en charge du HCR pour la protection de l'enfant. Les enfants réfugiés ont été intégrés dans les systèmes nationaux en Angola, en Afrique du Sud et en Zambie. En outre, des initiatives pour les jeunes ont été soutenues au Malawi et au Zimbabwe, ainsi que dans la province de Cabo Delgado au Mozambique.

En 2023, le HCR et l'UNICEF ont achevé, en collaboration avec le Gouvernement sud-africain, la mise en œuvre du projet de promotion globale des meilleures pratiques pour les enfants migrants. Parmi les principales réalisations, il y a l'élaboration d'un protocole interinstitutions de politiques et pratiques relatives aux enfants en déplacement, la mise en place d'une équipe spéciale nationale sur l'enregistrement des naissances et le renforcement des capacités des parties prenantes.

Éducation

Le HCR et ses partenaires continuent d'exploiter les technologies numériques pour améliorer le processus d'apprentissage en faveur des personnes déplacées et de leurs communautés d'accueil. En République démocratique du Congo et au Mozambique, le programme *Instant Network Schools* a été élargi pour rendre le contenu d'apprentissage multimédia accessible à 77 000 élèves et enseignants. Des projets similaires au Malawi et au Zimbabwe ont permis à des milliers d'apprenants d'avoir accès à des contenus numériques. Étant donné que les questions comme l'insécurité alimentaire et l'intégration dans les systèmes nationaux ont continué d'affecter l'éducation pour les réfugiés, le HCR a tenu en mai 2023, avec la Banque africaine de développement, la Banque mondiale, *Education Cannot Wait* et Partenariat mondial pour l'éducation, une consultation régionale sur l'amélioration de l'accès à l'éducation, la rétention et l'achèvement des études chez les personnes déplacées de force.

Milieux sains

Malgré les efforts fournis pour mettre à niveau les infrastructures et améliorer le contrôle de l'approvisionnement en eau, la norme de 20 litres d'eau par personne et par jour n'a pas pu être atteinte dans bon nombre d'opérations en Afrique australe. De plus, si dans la plupart des pays de la région, les réfugiés et les demandeurs d'asile sont inclus dans les systèmes nationaux de santé, l'accès aux soins est menacé par la fragilité des services et le manque de ressources dans les régions d'accueil. Au Malawi, le transfert forcé des réfugiés et demandeurs d'asile vers le camp surpeuplé de Dzaleka a empiré les conditions en matière d'assainissement, d'abris et de santé. En Zambie, un accord a été signé entre le HCR et le Gouvernement en vue d'améliorer la collaboration sur les soins de santé aux réfugiés. En Afrique du Sud, le HCR a travaillé avec des partenaires pour combler les lacunes en matière de santé chez les demandeurs d'asile.

Presque tous les pays d'Afrique australe ont fourni aux personnes déplacées de force de l'assistance en espèces afin de réduire les risques de protection et d'aider ces personnes à satisfaire leurs besoins essentiels. Le passage aux interventions en espèces est prévu au Botswana et en Namibie. Dans le même temps, l'assistance en nature s'est poursuivie en faveur des populations vulnérables. Au premier semestre de 2023, le HCR a fourni 3 350 abris d'urgence et 3 500 abris durables aux familles de déplacés internes au Mozambique. En République démocratique du Congo, il a fourni des abris à environ 4 800 personnes. Entre janvier et juillet 2023, le HCR a distribué plus de 67 535 kits

d’articles de première nécessité à des personnes vulnérables à travers l’Afrique australe. Au Malawi et au Mozambique, les populations affectées par le cyclone tropical Freddy ont reçu des bâches, des habits et des tentes.

Huit pays de la région ayant été identifiés comme très vulnérables aux effets du changement climatique, le HCR a investi dans la préparation aux situations d’urgence par l’élaboration d’un plan d’action climatique régionale et l’appui à la Communauté de développement de l’Afrique australe pour l’élaboration d’un cadre des déplacements liés aux catastrophes. Des investissements ont aussi été faits pour le reboisement, la cuisson écologique, l’énergie solaire et les projets visant à rendre les abris plus résilients.

Inclusion socio-économique

La collaboration avec les partenaires traditionnels et nouveaux a permis de promouvoir l’inclusion économique en Afrique australe. En 2022, le HCR a conclu un accord avec *Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit* au Mozambique afin de soutenir la mise en œuvre des activités liées au Pacte mondial sur les réfugiés et aux liens action humanitaire-action pour le développement-paix, pour l’amélioration des conditions de vie de 650 familles déplacées internes. En Zambie, il a noué un partenariat avec le secteur privé pour faciliter l’inclusion des réfugiés et des membres de communautés d’accueil dans les services et les chaînes d’approvisionnement. Au Malawi et au Zimbabwe, la Banque mondiale et le HCR ont lancé des projets pilotes sur l’élevage d’insectes afin d’améliorer les moyens d’existence et de renforcer la sécurité alimentaire. D’autres efforts de promotion et d’appui aux activités de moyens d’existence et de développement des capacités en Angola, au Malawi, au Mozambique, en Zambie et au Zimbabwe ont permis d’améliorer la situation socio-économique de plus de 2 000 ménages. Uniquement au cours des six premiers mois de 2023, plus de 1 000 personnes dans la région auront bénéficié d’une formation pour les moyens d’existence et l’acquisition de compétences. Guidé par l’approche tenant compte des dimensions âge, genre et diversité, le HCR a noué un partenariat avec un groupe de femmes au Mozambique afin d’améliorer la sécurité financière des femmes affectées par le conflit. De même, il a organisé à l’intention de femmes et filles exposées aux risques en Zambie un projet de moyens d’existence. Toutefois, la persistance des restrictions politiques et juridiques et les défis liés à l’accès aux pièces d’identité, au permis de travail et à d’autres documents pertinents ont continué d’être des obstacles majeurs à l’intégration économique des personnes déplacées.

Protection et solutions pour les déplacés internes

Dans les situations de déplacement interne, le HCR a renforcé son leadership des interventions en matière de protection, d’abris, de coordination et de gestion de camps. Il a renforcé sa capacité de réponse rapide aux situations d’urgence et assuré la centralité de la protection dans tous ses programmes. En République démocratique du Congo, où on assiste en 2023 à une augmentation exponentielle des incidents de protection, le HCR a collaboré avec ses partenaires pour apporter une réponse multisectorielle incluant l’assistance juridique et la documentation pour les personnes ayant survécu aux violences liées au genre. À travers la région, il a aussi continué de se focaliser sur la mise au point de techniques innovantes de collecte de données, comme l’enregistrement biométrique ; la consolidation des approches communautaires et les projets à impact rapide ; le ciblage de l’assistance aux personnes vulnérables ; la promotion de la coexistence pacifique et la mise en œuvre des stratégies de solution.

Éradication de l’apatriodie

Le HCR a plaidé en faveur de l’adhésion des pays aux conventions pertinentes sur l’apatriodie, et encouragé la réforme des lois et politiques relatives à la nationalité ainsi que l’enregistrement des naissances. En collaboration avec le Parlement panafricain, il a contribué à l’élaboration d’un projet de loi-type sur la nationalité en Afrique. Ainsi, le Congo (République du), la Namibie, la Zambie et le Zimbabwe ont délivré des documents à plus de 140 000 apatrides. Le Congo (République du), Eswatini, Madagascar et la Namibie se sont engagés à réformer leurs lois sur la nationalité. L’Angola, le Congo (République du), Eswatini et le Mozambique ont entamé des opérations générales d’enregistrement mobile.

C. Informations financières

Le budget pour les besoins globaux de la région d’Afrique australe de 2023, approuvé en octobre 2022 par le Comité exécutif à sa 73^e session plénière annuelle, s’élève à 471,5 millions de dollars E.-U. Au 31 août, 28 % des besoins financiers de la région pour 2023 étaient financés, compte tenu de l’allocation indicative des contributions non affectées et légèrement affectées.
